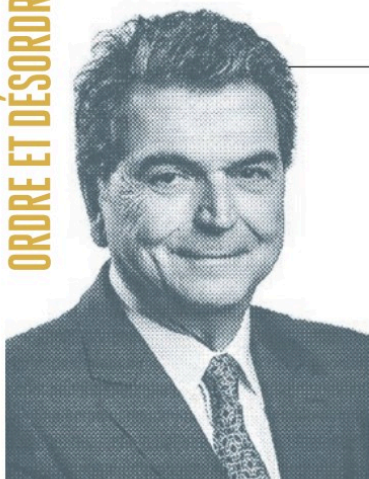




Fin de partie en Ukraine

Les coups de com d'Emmanuel Macron et la stratégie affichée de l'Union européenne ne peuvent masquer la réalité d'un conflit ingérable.

Par Pierre Lellouche

Tels les somnambules de 1914, les présidents Macron et Zelensky, apparemment aveugles à la réalité qui les entoure, viennent de signer une déclaration d'intention « historique » portant sur la fourniture par la France d'une centaine de chasseurs Rafale et d'importantes quantités d'armes : missiles, radars, drones... « Une nouvelle étape » selon le président français.

Mais une nouvelle étape vers quoi, au juste ? La politique a beau être devenue une affaire de communication, surtout en temps de guerre, on peut néanmoins s'interroger. D'abord sur la réalité de ce qui vient d'être annoncé.

Malgré — ou plutôt en raison — du talent de l'entreprise Dassault et de l'excellence de son appareil, le fait est qu'elle ne produit que 30 appareils par an et voit ses carnets de commandes saturés pour de nombreuses années à venir. L'Inde, les Émirats arabes unis, la Grèce, l'armée de l'air et de l'espace française attendent leurs appareils. On voit mal comment ces avions pourraient être livrés à l'Ukraine avant plusieurs années, une dizaine dit-on, à coup sûr après le départ de M. Macron de l'Élysée, et probablement aussi après celui de Zelensky...

Et puis il y a l'argent. La commande se monterait à au moins une dizaine de milliards d'euros, hors armements. Or, l'Ukraine comme la France n'ont tout simplement pas d'argent. L'Ukraine a besoin d'une centaine de milliards d'euros par an. En janvier 2025, les États-Unis ont versé les derniers 500 millions de dollars promis par Biden. Depuis, plus rien. Quant à l'Union européenne, elle donnera cette année 74 milliards d'euros, un chiffre analogue à celui des deux années précédentes. La France, elle, est à ce point fauchée qu'elle ne réunira cette année sur trois ministères que 120 millions d'euros à donner à l'Ukraine. À peine le prix d'un seul Rafale... Quant à l'année prochaine, nul ne sait où trouver les fonds pour continuer à financer la guerre, sauf à puiser dans les fonds de la banque centrale russe déposés chez Euroclear à Bruxelles, option juridiquement et politiquement risquée, qui est loin de faire l'unanimité parmi les Européens... Autre option, financer la guerre par un emprunt commun de l'Union,

du type Covid, mais là encore les Européens, surtout les plus fortunés, comme l'Allemagne, n'en veulent pas.

Annoncer en grande pompe la fourniture d'avions qui n'existent pas encore et que personne ne sait financer est en fait à la juste hauteur d'un président français totalement



Depuis l'invasion à grande échelle lancée par la Russie, en 2022, ce cimetière ukrainien situé aux abords de la ville de Dnipro, à 80 km du front, ne cesse de s'étendre.

démonétisé sur le plan intérieur, sans majorité, ni parti, ni budget, qui ne survit plus qu'à l'aide de coups de com successifs auxquels plus personne n'attache la moindre crédibilité. Les derniers en date: prétendre avec un colloque Choose France et un dîner à l'Élysée que l'industrie française renaît, alors qu'elle s'étiole sous les impôts et l'incertitude politique créés par le même Macron, ou asséner, toute honte bue, que la libération de Boualem Sansal grâce à l'Allemagne est un triomphe pour la diplomatie française... Quant à Zelensky, cerné avec son entourage immédiat par des affaires sordides de corruption à grande échelle (on parle de 100 millions d'euros!), cela en pleine guerre, là encore, le moins que l'on puisse dire est que la crédibilité n'est pas au rendez-vous.

Reste la question essentielle: y a-t-il une stratégie derrière cette annonce et laquelle? Clairement, les Rafale arriveront, s'ils arrivent un jour, bien trop tard pour peser sur le cours de la guerre. *Idem* pour la demi-

douzaine de batteries antiaériennes dans un pays qui doit malheureusement subir des centaines de frappes de drones et de missiles chaque soir sur ses villes et ses installations énergétiques.

Reste alors le signal politique: la France annonce son soutien à l'Ukraine sur le long terme. Soit. Elle qualifie Poutine d'« ogre » et la Russie de « menace existentielle ». Les plus hauts responsables militaires français, jusqu'au chef d'état-major des armées, le général Fabien Mandon, annoncent « un choc dans trois, quatre ans » avec la Russie. Soit encore. Mais à quoi rime cette fuite en avant?

La vérité est que la guerre évolue très négativement sur le terrain pour Kiev. Non seulement l'Ukraine ne peut plus espérer reprendre par les armes ses territoires perdus de Crimée et du Donbass, mais, manquant cruellement d'hommes et d'armement, elle peut perdre davantage. La Russie, elle, grignote le reste du Donbass et n'a nul intérêt à un cessez-le-feu qui bloquerait sa progression. Son objectif n'a pas changé: que l'Ukraine n'entre jamais dans l'Otan, que le dispositif militaire occidental à ses frontières soit desserré et que cela fasse l'objet d'un accord de paix global. Au-delà, Poutine rêve d'un nouveau congrès de Vienne où, avec l'appui de la Chine et de la « périphérie » (le Sud global), la Russie pourrait s'imposer à la tête

Non seulement l'Ukraine ne peut plus espérer reprendre par les armes ses territoires, mais manquant cruellement d'hommes et d'armement, elle peut perdre davantage.

d'un monde postoccidental... Face à une Amérique sur le départ qui tantôt s'en lave les mains, tantôt négocie avec les Russes dans le dos des Européens, ces derniers vont devoir payer la note d'un conflit ingagnable et qu'ils ne dirigent aucunement. D'où la fuite en avant dans le déni: Macron comme la plupart de ses collègues ne veulent pas admettre la fin de partie en Ukraine, car cette défaite est aussi la leur. Macron envoie même son chef d'état-major exhorter les maires de France à préparer les populations à la guerre qui vient contre la Russie ! Reste que,

plutôt que de persévérer dans la boucherie (1 million et demi de victimes des deux côtés depuis près de quatre ans!), il est plus que temps de jeter les bases d'un accord avec une Russie qui, Poutine ou pas, ne démentira pas. À moins que l'escalade dans la rhétorique guerrière n'ait aussi un tout autre but, de politique intérieure cette fois: s'assurer, comme en 2022, que le camp dit de la « raison », le camp « euro-progressiste » reste au pouvoir et en bloque l'accès aux forces montantes qui ne veulent ni de la guerre ni des ravages de la mondialisation... ●

